

voire à l'invasion ouverte, exigeaient une étude des plus sérieuses, non seulement de la part des pays asiatiques du Commonwealth, mais aussi de tous les membres du Commonwealth dont l'idéal de liberté démocratique pouvait être menacé par une agression menée avec succès.

L'état arriéré de l'agriculture et de l'industrie en maints pays du sud et du sud-est de l'Asie, ajouté à la destruction et à la misère que la seconde guerre mondiale y avait semées, pouvait étouffer, si l'on ne s'en occupait pas, tout espoir que ces pays continuent de se bien développer suivant les principes de la démocratie. La Conférence de Colombo (1950) s'inquiéta beaucoup de cette situation. C'est du reste une des raisons qui la fit insister sur la nécessité, pour les pays les plus industrialisés du Commonwealth et d'ailleurs, de venir en aide aux nations du sud et du sud-est de l'Asie. Le plan de Colombo (voir pp. 119-121), qui fut élaboré à cette réunion et auquel participe le Canada, est un des apports les plus prometteurs à l'édification d'un monde libre qui soit capable de résister au totalitarisme.

L'attention des deux conférences du Commonwealth,—celle des ministres des Affaires étrangères (1950) et celle des premiers ministres (1951),—se porta également sur le règlement de la paix, particulièrement avec le Japon, et sur le problème de sécurité posé aux Alliés dans la zone du Pacifique. Bien qu'elles aient concouru à aplanir certaines divergences d'opinion sur le règlement de la question japonaise, les discussions n'aboutirent pas à une décision unanime sur le sujet. De fait, le gouvernement de l'Inde décida de négocier séparément un traité de paix avec le Japon, alors que les autres gouvernements du Commonwealth, le Canada compris, s'unissaient aux États-Unis et autres pays intéressés pour signer un traité de paix avec le Japon à San-Francisco, le 8 septembre 1951. En même temps, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande signaient un traité de sécurité qui sauvegardait la position des pays du Commonwealth les plus menacés dans la région du Pacifique.

Aux deux conférences, on discuta également les événements survenus en Chine. Pour ce qui était de reconnaître le gouvernement communiste chinois, comme d'ailleurs pour toute question concernant les nations du Commonwealth, il fut entendu que chaque gouvernement devait assumer la responsabilité de prendre sa propre décision. A la mi-1952, le gouvernement chinois avait été reconnu officiellement par le Royaume-Uni et trois membres asiatiques du Commonwealth, tandis que les autres membres, y compris le Canada, s'abstenaient toujours de le faire.

Le 25 juin 1950, l'invasion de la Corée du Sud par les communistes nord-coréens a créé un problème nouveau et très grave dans le nord-est de l'Asie. Le Canada et les autres pays du Commonwealth membres des Nations Unies ont appuyé la décision du Conseil de sécurité de prêter main-forte aux défenseurs sud-coréens. La plupart d'entre eux, y compris le Canada, ont fourni des troupes. Une division du Commonwealth, composée de soldats du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ainsi que d'une unité médicale recrutée aux Indes, fut placée sous le drapeau des Nations Unies et s'est acquittée de sa tâche avec distinction. Les nations du Commonwealth, comme bien d'autres membres des Nations Unies, vivement touchées par la destruction de vies et de propriétés en Corée, aident à secourir et à rétablir la population.

Le Canada a accordé son appui entier à une résolution présentée par l'Inde et adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1952, résolution visant à régler le problème des prisonniers de guerre.